

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALPHADEC

ZAC extension ZI du Hoquet
62510 Arques

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ALPHADEC_(ex
SAVERGLASS)_Arques_0007005524\2_Inspections\2026 03 18 RA Foudre
Code AIOT : 0007005524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement ALPHADEC implanté ZI DU LOBEL DU HOCQUET 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHADEC
- ZI DU LOBEL DU HOCQUET 62510 Arques
- Code AIOT : 0007005524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ALPHADEC exploite, sur le territoire de la commune d'Arques, une unité de satinage et de décoration de bouteilles et flacons en verre extra-blanc pour l'industrie des spiritueux.

L'établissement dispose :

- d'une ligne de satinage des bouteilles,
- d'une ligne pour la décoration,
- d'un entrepôt de stockage associé.

Il est autorisé par arrêté d'autorisation du 29 juillet 2013.

Le site est classé SEVESO seuil bas et doit, à ce titre, disposer d'un plan d'opération interne (POI).

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	SUIVI SUITE INSPECTION 14/05/2025 MOYENS LUTTE EXTINCTION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.4.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ANALYSE DU RISQUE Foudre	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.1	Sans objet
2	ETUDE TECHNIQUE	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.2	Sans objet
3	DISPOSITIFS DE PROTECTION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.3	Sans objet
4	VERIFICATION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.4	Sans objet
5	MISE A DISPOSITION	Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.5	Sans objet
6	PARATONNERRE A SOURCE RADIOACTIVE	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée le 18/03/2026, elle a porté sur la thématique risque foudre et sur les suites liées à la visite d'inspection du 14/05/2025 (moyens d'extinction).

Le risque foudre apparaît maîtrisé et bien suivi par l'exploitant, aucune non-conformité n'a été détectée. Par ailleurs, les suites de l'inspection sur les moyens d'extinction portaient notamment sur la justification des débits en simultané des poteaux incendie pour s'assurer que le débit d'extinction minimal de 420 m3/h prescrit dans l'arrêté préfectoral du 29/07/2013 est atteint. Les justifications apportées par l'exploitant sur les débits simultanés des poteaux incendie ne permettent pas d'atteindre le débit d'extinction minimal demandé. Un projet de mise en demeure est proposé à monsieur le préfet du Pas-de-Calais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ANALYSE DU RISQUE FOUDRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisé par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le Ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté son analyse foudre (ARF) en date du 30/07/2012 réalisée lors de la mise en service du site. Cette ARF a été effectuée par un organisme extérieur compétent et selon la norme NF EN 62305-2. Il en ressort que le site d'Alphadec doit avoir un niveau de protection IV et qu'il n'y a pas d'obligation de mise en place de parafoudre de type 1. Aucune modification substantielle et aucune révision de l'étude de dangers n'ont impliqué la mise à jour de l'ARF. L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : ETUDE TECHNIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un

organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union Européenne.

Constats :

En séance, l'exploitant a présenté son étude technique en date du 30/07/2012 en lien avec l'ARF. L'étude technique a été effectuée par le même organisme extérieur compétent que l'ARF. Elle indique les mesures de prévention et les dispositifs de protection suivants :

- présence d'un bâtiment avec une ossature métallique maillée,
- si présence d'équipements motorisés en toiture, ceux-ci doivent être mis à la terre,
- mise en œuvre de 3 parafoudres pour l'arrivée de gaz, l'armoire principale du TGBT et l'armoire de distribution TGBT.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée et contenue dans l'étude technique.

Par ailleurs, une seconde étude technique a été réalisée par l'exploitant en date du 11/08/2014 par un organisme différent. Une analyse est faite sur les équipements déjà présents. Cette étude indique que le dispositif de capture retenu, dans ce cas, est une forme appropriée de protection (ossature métallique).

L'exploitant a présenté son carnet de bord comprenant le suivi des contrôles de l'installation (voir point de contrôle 4).

L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : DISPOSITIFS DE PROTECTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, et sont mises en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats :

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence d'une ossature métallique maillée au niveau du bâtiment, et par sondage, que des prises de terre sont présentes à la base des poutres descentes.

Les parafoudres sont présents aux lieux mentionnés dans l'étude technique de 2012.

<p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir d'équipement motorisé en toiture.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : VERIFICATION

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel le 09/03/2026 son dernier rapport de vérification du risque foudre référencé 135394248-001-1. Celui-ci a été réalisé par un organisme extérieur compétent (autre que celui de l'ARF et de l'étude technique de 2012) le 12/02/2026, il s'agit d'une vérification complète foudre, il n'y a pas d'observation dans le rapport. Les équipements contrôlés apparaissent en adéquation avec les informations issues de l'étude technique de 2012.</p> <p>La vérification précédente en date du 05/03/2025 était une vérification visuelle. La fréquence de deux ans pour une vérification complète est respectée.</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - son registre de sécurité contenant l'émargement de l'organisme extérieur suite à son intervention du 12/02/2026 ; - son carnet de bord listant l'ensemble des contrôles survenus sur les équipements foudre. On y retrouve les vérifications complètes et visuelles mais également les contrôles faits par l'exploitant en cas de réception du bulletin METEORAGE. En effet, l'exploitant déclare recevoir un bulletin lui indiquant la survenue d'un orage dans la zone géographique du site. À la suite de ce bulletin et une fois l'orage terminée, un membre de l'équipe maintenance effectue une ronde de contrôle des extérieurs pour visualiser s'il y a la présence de points d'impacts foudre et de l'état des parafoudres dans les coffrets électriques. Ces derniers contrôles ont eu lieu en date des 17/02/2026 et 24/07/2025. <p>L'inspection rappelle que si le contrôle fait apparaître un besoin de remise en état, celui-ci doit avoir lieu sous 1 mois.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : MISE A DISPOSITION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.5.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'ensemble des documents ont été présentés à l'inspection en séance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PARATONNERRE A SOURCE RADIOACTIVE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre
Prescription contrôlée : Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations sont déposés avant le 1er janvier 2012 et remis à la filière de traitement des déchets radioactifs.
Constats : L'exploitant ne possède pas de paratonnerre puisque le bâtiment a une ossature métallique maillée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : SUIVI SUITE INSPECTION 14/05/2025 MOYENS LUTTE EXTINCTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2013, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : [...] l'installation est dotée de moyens de lutte afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les Sapeurs-Pompiers puissent disposer d'un débit d'extinction minimal de 420 m ³ /heure soit un volume total d'eau de 840 m ³ pendant deux heures dans un rayon de 150 mètres, par voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre et en-dehors des flux thermiques. Cette prescription pourra être réalisée par : - 2 à 3 poteaux d'incendie ou bouches d'incendie (en simultané) de 100 mm normalisés (NFS 61.213), conformes à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, et susceptibles d'assurer un débit minima de 60 m ³ /heure chacun et maxima de 120 m ³ /heure, pendant 2 heures, sous une charge restante d'un bar. Ces hydrants seront implantés en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

- ET, en complément, en cas d'impossibilité liée à l'incapacité du réseau public ou au volume demandé, par une réserve incendie complémentaire réalisée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Cette réserve sera judicieusement implantée et accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN, implantée à plus de 30 mètres des bâtiments et en dehors des flux thermiques. Cette réserve sera signalée conformément à la norme NFS 62.221. Une ou des plateforme(s) d'aspiration de 32 m² (4X8 mètres et une plateforme par tranche de 120 m²), accessible(s) en tout temps par les engins d'incendie, sera aménagée(s).

Le voisin ALPHAGLASS est défendu par 6 poteaux d'incendie, dont un à moins de 150 mètres du site SAVERGLASS. L'exploitant doit s'assurer de l'accessibilité de ces hydrants en toutes circonstances par les Sapeurs-Pompiers et de leur capacité en simultané, et selon les conditions d'implantation précitée, sur au moins 3 poteaux, le cas échéant fournir la défense extérieure contre l'incendie complémentaire.

[...]

Constats :

Rappel conclusions des constats de la visite d'inspection du 14/05/2025 :

En conclusion, pour constituer le besoin en eaux d'extinction, le site d'Alphadec dispose de :

- 2 PI internes de 127 et 122 m³/heure
- 2 PI d'Alphaglass de 220 et 135 m³/heure (cf rapport de contrôle d'Alphaglass).

Pour valider le volume indiqué dans l'arrêté préfectoral du 29/07/2013, il est important de mesurer le débit en simultané des PI des différents réseaux d'eau et de justifier les PI retenus du côté Alphaglass.

Demandes à l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection du 14/05/2025 :

1. Il est demandé à l'exploitant dans un délai de 3 mois, de justifier les distances des PI retenus pour la défense complémentaire du site d'Alphaglass par rapport à Alphadec. L'inspection rappelle qu'ils doivent être placés dans un rayon de 150 m du site Alphadec.
2. Il est demandé à l'exploitant de justifier des débits en simultané des PI d'Alphadec sur le réseau d'eau de ville et sur les PI d'Alphaglass retenus, ceci afin de définir le volume disponible pour l'extinction en cas d'incendie, ceci dans un délai de 3 mois.
3. Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du service prévention du SDIS pour s'assurer que les différents moyens présents sur le site pour constituer le volume d'eaux d'extinction sont toujours en adéquation avec le besoin réel, ceci dans un délai de 3 mois. L'inspection sera en copie des différents échanges.

Constats de la visite d'inspection du 18/03/2026 :

Suite à la demande 1, l'exploitant a présenté un plan de masse avec la représentation de la zone définie avec le rayon de 150 m autour du site d'Alphadec. En comparant les emplacements des PI, l'inspection constate que les PI67 et PI68 sont bien dans cette zone, mais que d'autres PI d'Alphaglass pourraient aussi être pris en compte pour le besoin en défense complémentaire.

Suite à la demande 2, l'exploitant a transmis par courriel le rapport de test en simultané pour les PI67 et PI68 d'Alphaglass. L'exploitant déclare en séance que les deux PI en simultané ont un débit de 210 m³/h. À la réception du rapport par courriel le 23/03/2026, l'inspection constate

qu'il s'agit d'un débit à gueule bée et non sous pression 1 bar. Le débit simultané des PI est de 140 m3/h chacun sous pression 1 bar.

En séance, l'exploitant indique ne pas avoir fait de mesures en simultané pour les PI d'Alphadec, puisque le débit d'extinction minimal demandé par l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral est atteint en utilisant uniquement les PI d'Alphaglass (avec les débits à gueule bée), et que ceux-ci atteignent le bâtiment d'Alphadec. À la suite du constat, qu'il s'agit de débit à gueule bée, l'inspection a relancé l'exploitant pour effectuer des débits simultanés sur les PI d'Alphadec sous 3 semaines environ.

L'exploitant a fourni le rapport du contrôle des débits des PI d'Alphadec par courriel en date du 14/04/2026, les débits en simultané sous pression 1 bar des PI 1 et 2 d'Alphadec sont respectivement de 39 et 87 m3/h. En particulier, le PI 1 ne présente pas le débit minimal de 60 m3/h en simultané.

Ainsi l'inspection constate, à la lumière des informations transmises par l'exploitant, que **le débit d'extinction est de 406 m3/h au lieu de 420 m3/h**. Le débit d'extinction n'est pas atteint, l'exploitant est toujours non conforme sur ce point.

Suite à la demande 3, l'exploitant déclare en séance qu'il n'a pas pris contact avec le SDIS, puisque contrairement à la précédente visite, le besoin en eaux d'extinction est clair. Suite au constat par l'inspection de l'erreur sur la prise en compte du débit gueule bée au lieu du débit sous pression 1 bar, l'exploitant s'est rapproché de la société Arc France pour travailler sur le sous débit des PI d'Alphaglass. Les PI d'Alphaglass sont sur le réseau d'eau du canal de Neufossé, avec les groupes motopompes sur le périmètre ICPE de Arc France.

L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure au préfet du Pas-de-Calais.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois